



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
Département de science politique



En guise de remerciements

Je suis reconnaissant à mes collègues et amis William Ossipow, Professeur honoraire, Ioannis Papadopoulos, Professeur au Département de Science politique à l'Université de Lausanne, Paolo Urio, Professeur honoraire, d'avoir rappelé les moments de notre longue et riche collaboration. Je tiens à rendre hommage à feu Professeur Martin Peter, qui assumait les fonctions de Recteur à l'époque de la création laborieuse du Département de Science politique au sein de la Faculté des Sciences économiques et sociales. Le Département n'aurait pas vu le jour sans l'aide du Professeur Jacques L'Huillier et feu Professeur Roger Girod. C'est dire combien je leur suis redevable.

Références au Professeur Dusan Sidjanski dans les "Mélanges à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Département de science politique"

William Ossipow: "A la fin des années soixante, puis pendant encore de nombreuses années, d'innombrables volées d'étudiants ont entendu les cours de Dusan Sidjanski. J'étais parmi ceux qui s'initiaient à la science politique et commençaient à se familiariser avec les thèmes qui étaient alors – et, je crois, sont toujours restés – les thèmes favoris du fondateur de la science politique à Genève: l'Europe, le fédéralisme, les groupes de pression. Et puis aussi ce leitmotiv récurrent, la décision. Tous ces thèmes tranchaient fortement avec les concepts auxquels mes études antérieures à Fribourg m'avaient accoutumé: essence et existence, substance et accidents, quantité et qualité, forme et matière, univoque, équivoque et analogique et beaucoup d'autres. Ces mots, en les écrivant aujourd'hui, tintent agréablement à mes oreilles, comme le son d'une cloche dans la campagne gruyère, mais, à l'époque, cela fut vite enfoui par le rappel à l'ordre du réel de la politique moderne: pression, processus, décision. C'est à peine si nous avons noté le petit parfum bergsonien de la célèbre distinction de Sidjanski entre décision close et décision ouverte." (p. 63)

Paolo Urio: "Le Département de science politique vient de fêter ses 40 ans... et moi je fête mes 45 ans avec ce même département. Comment est-ce possible? Eh bien, j'ai eu la chance d'avoir été engagé comme assistant en 1965 par celui qui allait devenir quelques années plus tard le fondateur et premier directeur du Département. Donc, s'il est vrai que le Département n'était pas encore né, il était déjà en gestation! Après le départ de Jean Meynaud en 1961 (dont j'avais suivi le cours lors de ma première année à l'Université de Genève) et un bref intermède, Dusan Sidjanski avait pris la relève en 1963. Les assistants et autres collaborateurs de l'actuel département auront certainement de la peine à imaginer les conditions dans lesquelles Sidjanski et ses collaborateurs travaillaient à l'époque (on était 4 assistants en 1965, tous à temps partiel). Sidjanski en a donné un bref aperçu lors de la cérémonie officielle et le lecteur peut lire sa contribution dans ce volume. La science politique était en Suisse à ses débuts: il fallait se faire une place dans le contexte universitaire dominé par les relations internationales (fortes à Genève de la présence de l'Institut de Hautes Etudes Internationales), l'économie, les sciences commerciales et même la sociologie, qui avait développé des recherches... de sociologie politique, notamment dans le domaine du comportement électoral. Dans le programme de la licence ès sciences politiques il n'y avait qu'un seul cours de science politique (avec un séminaire non obligatoire), ce qui explique probablement pourquoi la majorité des premiers assistants du Département avaient préféré briguer la licence en relations internationales, qui d'ailleurs s'intitulait "licence ès sciences politiques, mention études internationales". Pour étrange que cela puisse paraître, nous n'avions pas de bureaux, mais une salle de réunion une demi-journée par semaine que nous partagions avec d'autres départements. Souvent les séances individuelles de travail avaient lieu au domicile du professeur, ce qui avait bien évidemment un charme indéniable. Personnellement, mais je pense que cela est aussi valable pour les autres assistants de l'époque, nous n'étions pas très au clair quant à notre statut, ni quant à nos droits. Nous voulions tout simplement faire une thèse de doctorat. Pour le reste..."



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
Département de science politique



Le grand mérite de Dusan Sidjanski a été d'avoir mis en œuvre une stratégie de développement qui a permis d'imposer la science politique comme une discipline à part entière à côté des autres disciplines de la Faculté des Sciences économiques et sociales. Cela s'est fait grâce à l'identification des principaux axes de développement de la discipline, tels qu'ils étaient en train de se dessiner à l'époque aux Etats-Unis et en Europe: Théorie politique, Politique comparée, Méthodologie, Comportement politique, Science administrative, sans oublier une forte orientation vers le développement des recherches portant sur la Suisse. Mais aussi l'ouverture de créneaux nouveaux, comme l'analyse du rôle des groupes de pression, du processus de décision politique et, ce qui était et qui est d'ailleurs toujours le champ privilégié de recherche et de réflexion de Sidjanski: l'intégration européenne. Tout cela dans un climat de très grande ouverture, concrétisé par une politique systématique d'invitations et de collaborations avec quelques-uns des meilleurs chercheurs étrangers: les grands pontes confirmés tels Karl W. Deutsch, Stein Rokkan, Maurice Duverger, mais aussi les jeunes qui montaient tels Ronald Inglehart et beaucoup d'autres. Une mention particulière doit être faite à la collaboration établie avec l'école du comportement politique de l'Université de Michigan à Ann Arbor, ce qui a conduit le Département à réaliser la première enquête sur l'électeur suisse. Je fus d'ailleurs l'un des premiers à suivre en 1971 le cours d'été de l'ICPR à Ann Arbor dirigé à l'époque par Richard Hofferbert. J'y avais suivi les séminaires d'analyse factorielle et d'analyse dimensionnelle, ce qui m'a permis d'apprécier les avantages, mais aussi les limites de la méthodologie quantitative. J'en avais tiré l'enseignement, que j'ai toujours essayé de mettre en pratique par la suite, que c'est la méthode qui doit s'adapter au terrain et non l'inverse.

C'est dans ce climat très stimulant que j'ai fait mes premiers pas dans l'univers universitaire. Jeune collégien de 16 ans lors de la sortie du film-documentaire sur les horreurs de la guerre et du nazi-fascisme, j'en avais 17 lors de la signature des traités de Rome instituant la CEE et l'Euratom. L'Europe apparaissait alors comme une source d'espoir pour la construction d'un avenir meilleur et pour redonner à l'Europe et à sa culture humaniste un rôle capable d'enthousiasmer la jeune génération née au cours du conflit mondial. C'est donc tout naturellement que, étudiant à l'Institut HEI, j'ai immédiatement saisi l'occasion qui nous était offerte de choisir un enseignement dans le tout nouvel Institut Européen que Denis de Rougemont avait ouvert à la rentrée 1963. Et tout aussi naturellement, je me suis inscrit au séminaire de Dusan Sidjanski sur "les dimensions politiques de l'intégration européenne". Dans ce cadre, j'ai réalisé un travail sur le groupe parlementaire démocrate-chrétien de l'Assemblée parlementaire européenne qui a suscité l'intérêt du professeur: j'ai été immédiatement engagé pour conduire des recherches préliminaires auprès des groupes de pression qui s'étaient formés à Bruxelles autour des Communautés européennes. Une chance inouïe pour un étudiant qui n'avait pas encore sa licence en poche. L'année suivante, la licence obtenue, c'est un poste d'assistant à mi-temps qui m'était offert. Cela m'a permis d'entreprendre des recherches en vue d'une thèse sur la première grande politique commune de la CEE: la politique agricole.

Mais on ne peut pas toujours réaliser ses projets. Il faut parfois savoir changer son fusil d'épaule et s'adapter aux circonstances. Pendant l'été 1968, Sidjanski me signale qu'un poste de chef de projet (équivalent à un poste de maître-assistant d'aujourd'hui) serait disponible à l'automne 1969, mais pour cela il faut la thèse. Or, le deal pour le demi-poste d'assistant était de conduire une recherche financée par le FNRS sur l'affaire des Mirages, qui avait éclaté au printemps 1964. Un beau sujet de recherche qui m'avait passionné, et pour lequel j'avais déjà un texte de 150 pages, le FNRS exigeant des rapports semestriels témoignant de l'avancement des travaux. Par ricochet, la recherche pour ma thèse avait pris du retard, d'autant plus qu'il était plus difficile de se rendre à Bruxelles qu'à Berne. Impossible donc de terminer la thèse en une année. Et voilà que surgit la question classique: que faire? C'est alors que Sidjanski a l'excellente idée de me proposer d'abandonner l'agriculture communautaire pour les avions de combat suisses. Proposition quelque peu surprenante sur le moment... mais le moment n'a duré qu'un instant. J'accepte. En 1968 je ne suis plus le collégien qui, en 1957, est impressionné par l'idée européenne, d'autant plus que le processus d'intégration européenne est en train de se transformer en une immense entreprise commerciale. Le rêve d'une Europe politiquement unie et forte pouvant faire entendre le poids de son savoir-faire et de sa sagesse millénaire était en train de s'éloigner, ce que certains appréhendaient déjà à l'époque et que la suite a, à mon sens, très largement confirmé. Donc, pas d'hésitation: j'accepte, d'autant plus facilement que la



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

FACULTÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
Département de science politique



recherche m'a ouvert des horizons fort intéressants: le rôle montant de la bureaucratie d'Etat, le rôle de l'information et de ses manipulations, la faiblesse du parlement (ce qui confirmait l'enseignement de Jean Meynaud), le rôle croissant des groupes de pression et des intérêts économiques (ce qui confirmait les travaux de Sidjanski et Meynaud sur les groupes de pression européens), le rôle de l'opinion publique et, last but not least, le fait qu'on ne peut pas comprendre ce qui se passe en politique sans avoir simultanément une approche économique, juridique, sociologique, et de gestion. D'ailleurs Sidjanski a eu l'excellente idée de demander à un économiste spécialisé en gestion, professeur à l'Université de Lausanne et à l'MEDE (prédécesseur de l'actuel IMD), et à un spécialiste de droit, professeur à l'Université de Fribourg (qui était aussi membre du Conseil National) de siéger dans mon jury de thèse.

L'année suivante (1969), Sidjanski est président de l'Association Suisse de Science Politique (ASSP) et j'en suis le secrétaire exécutif. Nous avons la responsabilité d'organiser en février le congrès annuel de l'ASSP. Pour la "grande conférence publique", qui doit avoir lieu en début de soirée avant le jour du congrès, Sidjanski invite Maurice Duverger, l'un des rares politologues non anglophones européens traduit en anglais aux USA. Devant un parterre et une galerie remplis à craquer d'étudiants (nous sommes seulement quelques mois après mai 68), Duverger développe sa conférence sur le thème du rôle de la science politique et assomme l'assistance en jetant un froid glacial sur les premiers rangs occupés par des représentants du gratin politique genevois et national: la science politique a comme mission de démasquer le pouvoir! Le lendemain, lors du congrès, qui se déroule dans l'ambiance feutrée de l'Institut de Hautes Etudes Internationales, un politicien genevois membre de l'Assemblée fédérale se lance dans une violente diatribe contre cette science politique qui prétend ôter le voile à une politique qui n'en a pas; en effet, cette prétention est totalement inutile puisque tout se déroule dans la plus grande transparence! Bien entendu, il ne m'a pas convaincu et, ne pouvant pas à l'époque (et n'ayant pas pu par la suite) m'identifier à une école (qu'elle soit – pour simplifier – marxiste ou libérale) la petit-grande formule de Duverger m'est restée en mémoire telle un guide qui a puissamment orienté la suite de mes activités académiques." (pp.73-76)

Ioannis Papadopoulos: "Ce qui me frappe rétrospectivement, c'est que même les études "sciences po. Faculté", par opposition à la licence HEI, étaient très internationales. Cela avait d'ailleurs un côté un peu "hors sol", car il n'existait pas d'enseignement à proprement parler de politique suisse, ce qui ne veut pas dire que le Département n'avait pas entrepris de recherches dans le domaine. Il y avait déjà eu, entre autres, les deux enquêtes pionnières sur les Suisses et la politique, il y avait la recherche de Paolo Urio sur les hauts fonctionnaires, et au début des années 80 j'ai moi-même été engagé comme assistant de recherche sur un projet portant sur la politique énergétique. D. Sidjanski m'avait généreusement offert ce poste d'assistant. Pour moi, c'était une activité alimentaire, mais au final cela m'a permis en quelque sorte de commencer à constituer un dossier sur la politique suisse. Cela vaut sans doute encore plus pour la recherche sur les coalitions d'intérêts dans la démocratie directe, dirigée par William Ossipow, à laquelle j'ai fini par prendre suffisamment goût pour diriger un livre qui a paru en 1994, avec des contributions de W. Ossipow, S. Hug et D. Joye. Bref, il ne faut jamais boudier un job alimentaire, il peut réserver de bonnes surprises!

Pendant plusieurs de ces années genevoises, le Département n'était pas très tranquille, il lui est même arrivé d'être relativement polarisé. Je pense qu'il y avait encore chez certains d'entre nous une culture critique par rapport aux institutions; nous lisions par exemple des travaux socio-psychanalytiques sur l'analyse institutionnelle (Lapassade, Lourau...). Notre côté critique nous a permis d'identifier, je crois de manière assez lucide, des dysfonctionnements de l'institution – il y en avait bien sûr, sinon ce ne serait pas une institution. Par contre, il nous a empêchés de voir l'énorme travail de construction institutionnelle qu'avait accompli le fondateur du Département, Dusan Sidjanski. Pour avoir moi-même dû investir dans ce travail d'entrepreneuriat institutionnel à Lausanne par la suite, je suis mieux en mesure de comprendre maintenant combien cela est coûteux et prend de l'énergie, et combien cela nécessite une sorte d'abnégation, de "vertu républicaine" à l'égard de l'institution (qu'il est d'ailleurs de plus en plus tentant de ne pas avoir, car cela n'est pas payant en termes de gratifications scientifiques)". (p. 94)

Mélanges à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du département de Science politique

Faculté des Sciences économiques et sociales | Université de Genève | Mai 2010